

PREFET DU NORD

Préfecture du Nord

Direction de la Coordination
des Politiques Interministérielles

Bureau des installations classées
pour la protection de l'environnement

Réf. :DCPI-BICPE - VD

**Arrêté préfectoral mettant en demeure la S.A. DECOCK
pour son établissement situé à HONDSCHOOTE**

Le Préfet de la région Nord - Pas-de-Calais
Préfet du Nord
Officier de la légion d'Honneur
Officier de l'ordre national du Mérite

Vu le code de l'environnement, et notamment ses articles L 171-6, L 171-8, L. 511-1 et L 514-5 ;

Vu le décret du 21 avril 2016 portant nomination du préfet de la région Nord – Pas-de-Calais – Picardie, préfet de la zone de défense et de sécurité Nord, préfet du Nord (hors classe) – monsieur LALANDE Michel ;

Vu l'arrêté ministériel du 15 avril 2010 relatif aux prescriptions générales applicables aux entrepôts couverts relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 1510 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

Vu l'arrêté préfectoral du 18 février 2002 accordant à la société S.A. DECOCK, dont le siège social est situé à HONDSCHOOTE – 1 rue de la Cartonnerie - l'autorisation d'exploiter une usine de teillage de lin à la même adresse ;

Vu le dossier de demande d'enregistrement déposé en 2014 au titre de la rubrique 1510 pour la création d'un 5^{ème} bâtiment de stockage d'un volume de 16 560 m³ ;

Vu l'arrêté préfectoral complémentaire du 6 mars 2015 autorisant la S.A. DECOCK à stocker des matières combustibles dans 5 bâtiments pour une volume total de 51 600 m³ ;

Considérant le rapport du 9 mars 2016 du directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement du Nord-Pas-de-Calais, chargé du service d'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement, transmis par courrier du 9 mars 2016 à l'exploitant, duquel il ressort, à la suite de la visite d'inspection effectuée sur site le 23 février 2016 les observations suivantes :

- l'absence de détection incendie dans le nouveau bâtiment de stockage,
- l'absence de clôture sur toute la périphérie du site, notamment autour du bassin de confinement ainsi qu'au niveau du nouvel entrepôt de 16 560 m³

Considérant l'absence de réponse de l'exploitant au terme du délai de quinze jours déterminé dans le courrier du 9 mars 2016 ;

Considérant que ces constats constituent un manquement aux dispositions de l'article 14.4 « clôture de l'établissement » de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 18 février 2002 et du point 2.2.9 de l'annexe I de l'arrêté ministériel du 15 avril 2010 susvisé ;

.../...

Considérant que ces constats constituent un manquement aux dispositions de l'article 14.4 « clôture de l'établissement » de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 18 février 2002 et du point 2.2.9 de l'annexe I de l'arrêté ministériel du 15 avril 2010 susvisé ;

Considérant que face à ce manquement, il convient de faire application des dispositions de l'article L. 171-8 du code de l'environnement en mettant en demeure la S.A. DECOCK de respecter ces dispositions ;

Sur la proposition du secrétaire général de la préfecture du Nord,

ARRÊTE

Article 1^{er} -

La société DECOCK SA, dont le siège social est situé 1 rue de la Cartonnerie à HONDSCHOOTE (59122), est mise en demeure, pour l'exploitation de son teillage situé à la même adresse, de respecter les dispositions suivantes, dans les délais repris ci-après :

Référence réglementaire	Prescription	Délais pour la mise en conformité, à compter de la notification du présent arrêté
Article 14.4 de l'arrêté préfectoral du 18/02/2002	<p>Clôture de l'établissement</p> <p>L'usine est clôturée sur toute sa périphérie.</p> <p>La clôture, d'une hauteur suffisante, doit être résistante pour empêcher les éléments indésirables d'accéder aux installations.</p> <p>Les zones dangereuses, à déterminer par l'exploitant autour des unités, doivent être signalées sur le site et se trouver à l'intérieur du périmètre clôturé.</p>	6 mois
Point 2.2.9. de l'annexe I de l'arrêté ministériel du 15/04/2010 relatif aux prescriptions générales applicables aux entrepôts couverts relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 1510 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement	<p>Systèmes de détection incendie</p> <p>La détection automatique d'incendie avec transmission, en tout temps, de l'alarme à l'exploitant est obligatoire pour les cellules, les locaux techniques et pour les bureaux à proximité des stockages. Cette détection actionne une alarme perceptible en tout point du bâtiment et le compartimentage de la ou des cellules sinistrées.</p> <p>Cette détection peut être assurée par le système d'extinction automatique.</p> <p>Dans ce cas, l'exploitant s'assure que le système permet une détection précoce de tout départ d'incendie tenant compte de la nature des produits stockés et réalise une étude technique permettant de le démontrer.</p>	6 mois

.../...

Article 2 - Dans le cas où l'une des obligations prévues à l'article 1 ne serait pas satisfaite dans le délai prévu par ce même article, et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il pourra être pris à l'encontre de l'exploitant les sanctions prévues par les dispositions du II de l'article L. 171-8 du code de l'environnement.

Article 3 - Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours auprès du tribunal administratif de Lille :

- par l'exploitant dans un délai de deux mois à compter de sa notification ;
- par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L 211-1 et L 511-1 du code de l'environnement, dans un délai d'un an à compter de sa publication et de son affichage.

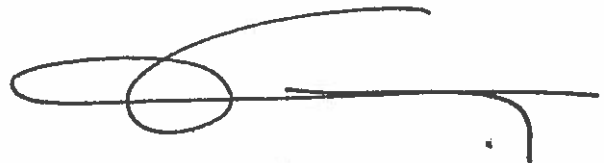
Article 4 - Le secrétaire général de la préfecture du Nord et le sous-préfet de DUNKERQUE sont chargés de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'exploitant et dont copie sera adressée aux :

- maire d' HONDSCHOOTE ,
- directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement, chargé du service d'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement ;

En vue de l'information des tiers, un exemplaire du présent arrêté sera déposé en mairie d' HONDSCHOOTE et pourra y être consulté ; un extrait de l'arrêté, énumérant notamment les prescriptions auxquelles l'installation est soumise, sera affiché en mairie pendant une durée minimum d'un mois ; procès-verbal de l'accomplissement de ces formalités sera dressé par les soins du maire .

Fait à Lille, le 18 MAI 2016

Pour le préfet,
Le Secrétaire Général Adjoint



Olivier GINEZ



